

## Quelles perspectives stratégiques pour la République de Moldavie ?

par Inessa BABAN, Assistante de recherche à l'IRIS

### RÉSUMÉ - ABSTRACTS

Coincée entre la Roumanie et l'Ukraine, la République de Moldavie est un pays ex-soviétique de petite dimension qui, sans avoir la position géostratégique de l'Ukraine et de la Géorgie ou les ressources énergétiques de l'Azerbaïdjan, suscite à présent l'intérêt de l'UE, des États-Unis et de la Russie.

L'adhésion de la Roumanie à l'OTAN en mars 2004 et son intégration dans l'UE en janvier 2007 a modifié la situation géopolitique régionale. Elle place la République de Moldavie au milieu de deux ensembles géostratégiques distincts. Cette situation est d'autant plus complexe que la Moldavie est confrontée sur son territoire au séparatisme de la Transnistrie. Or, la reconnaissance de l'indépendance de Kosovo en février 2008 suivie par la reconnaissance russe de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud d'août 2008 suscite de nouveaux espoirs à Tiraspol.

*Sandwiched between Romania and Ukraine, the small former Soviet Republic of Moldova does not benefit neither from Azerbaijan's energy resources nor from the strategic position of Ukraine. Nevertheless, the European Union, the United States and the Russian Federation have displayed a strong interest in the country.*

*Romania's joining NATO in March 2004 and the EU in January 2007 created a new geopolitical situation in South-Eastern Europe. As a result, the Republic of Moldova seems to be at the crossroad of two geostrategic ensembles. The country's internal geopolitical situation makes the situation more complex. Its territorial integrity is challenged by the breakaway region of Transnistria, known as one of the "frozen" conflicts of the former Soviet space? The recognition of Kosovo's independence by the United States and the EU in February 2008 and the recent Russian recognition of Georgia's breakaway republics, Abkhazia and South Ossetia, have raised similar hopes in the Moldovan Republic of Dniester.*

## Quelles perspectives stratégiques pour la République de Moldavie ?

Le 8 mai 2008 le parlement de la République de Moldavie a adopté une nouvelle Conception de la Sécurité nationale de l'État, dont le projet a été élaboré par la Commission instituée par Décret présidentiel le 22 décembre 2005.<sup>1</sup> La réévaluation de la Sécurité nationale telle qu'établie en 1995 avait été demandée du fait « des changements enregistrés sur le plan national, régional et global dans le domaine de la sécurité de l'État (...) »<sup>2</sup>. A la différence des années 1995, la République de Moldavie se trouve à présent dans une autre situation géopolitique créée à la suite de l'élargissement de l'UE et de l'OTAN vers ses frontières occidentales. Le nouveau document place la doctrine de la neutralité permanente au cœur du système de sécurité de l'État moldave, alors même que la Constitution de 29 juillet 1994 affirme la République de Moldavie comme « un État neutre » (art. 11).

La neutralité de la République de Moldavie présente quelques éléments atypiques, du fait qu'elle ne respecte précisément pas les deux conditions fondamentales d'un État neutre. D'une part, la neutralité permanente de la Moldavie n'a pas reçu de reconnaissance internationale comme c'est pourtant le cas du Turkménistan (en 1995 à l'ONU). D'autre part, le territoire d'un État neutre ne peut pas abriter de bases militaires étrangères, or sur la rive gauche de la rivière Dniestr se trouvent environ 1 500 militaires russes et, depuis le conflit de Transnistrie de mars-juillet 1992, de l'équipement militaire.

Les changements intervenus depuis l'indépendance au sein du gouvernement expliquent en grande partie cette évolution sécuritaire. Durant les années 1990, la Moldavie était dirigée par les représentants du Parti Agraire dits *moldovénistes* qui prônaient une politique étrangère neutre de type Ouest-Est. Par l'adoption de la doctrine de la neutralité permanente, ils espéraient obtenir l'évacuation militaire russe de Transnistrie et la justification de la non-adhésion de la Moldavie au Traité de Sécurité Collective<sup>3</sup> mis en place par la Russie le 15 mai 1992 avec l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. En revanche, les dernières élections (2001 et 2005) ont été remportées par le Parti des Communistes interdit en 1991 et refondé en 1993 dont le dirigeant, Vladimir Voronin affirmait la nécessité de renforcer le partenariat stratégique avec la Fédération Russe. Or, dans le contexte de l'élargissement de l'OTAN vers l'Europe de l'Est - source d'inquiétude pour la Russie -, on constate que les autorités de Chisinau utilisent à nouveau la neutralité de l'État, cette fois-ci contre l'alliance Nord-Atlantique. Comment comprendre autrement la mention de la nouvelle Conception de sécurité selon laquelle « les rapports de Moldavie avec l'OTAN ont comme point de référence le principe constitutionnel de neutralité et s'inscrivent dans les limites du Partenariat Euro-Atlantique pour la Paix. »<sup>4</sup> ?

Officiellement, les premières initiatives du président Vladimir Voronin concernant la reconnaissance internationale de la neutralité permanente de la Moldavie ont commencé en 2004, lorsqu'il a été proposé à la Russie,

---

1 Andrei Stratan, le Ministre des Affaires Étrangères et de l'intégration européenne de la République de Moldavie, le 8.05.2008.

2 idem

3 Azerbaïdjan a joint le TSC le 24 septembre 1993, la Géorgie le 9 décembre 1993 et la Biélorussie le 31 décembre 1993. Le 2 avril 1999 l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ouzbékistan se sont retirés du TSC en faveur de la structure régionale, GUUAM créée en 1997 avec le soutien des États-Unis. Le 7 octobre 2002 le TSC est devenu l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (ru, Организация Договора о Коллективной Безопасности (ОДКБ~ODKB)). Le 23 juin 2006 l'Ouzbékistan qui avait renoncé à GUUAM, a joint l'OTSC.

4 idem

aux États-Unis, à la Roumanie, à l'Ukraine et l'UE la conclusion d'un Pacte de Stabilité et de Sécurité (PSSM) pour la République de Moldavie. Selon ce document, les signataires devaient assurer « un système de garanties à long terme pour l'Etat moldave qui contribuera au développement de ses institutions démocratiques, à l'harmonie civique du pays et à la solution de la question transnistrienne ». <sup>5</sup> Dans ce but, la Russie, la Roumanie, l'Ukraine et l'UE devaient s'engager à garantir « l'intégrité territoriale de la République de Moldavie, la diversité culturelle, ethnique et linguistique de l'Etat moldave ainsi que la neutralité stratégique permanente ». Vladimir Voronin avait ainsi l'intention de faire émerger « un compromis multilatéral » au sujet d'une série de problèmes internes, dont l'absence selon lui, pourrait avoir « des conséquences pour la stabilité et la sécurité de toute la région » <sup>6</sup>

Bien que n'ayant pu achever son projet du fait de la réticence des acteurs concernés, le président moldave est cependant revenu avec une nouvelle proposition au début de l'année 2008 qui gardait, en réalité, les grandes lignes du contenu du PSSM. Cette fois, il était demandé une « Déclaration des grandes puissances », telles que les États-Unis, la Russie, l'Ukraine, l'OSCE et l'UE, ainsi qu'à tous les participants au forum de négociations sur la Transnistrie, de « garantir l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République de Moldavie ainsi que sa neutralité permanente par la démilitarisation du territoire et l'évacuation des troupes étrangères ». <sup>7</sup>

Il est difficile de comprendre l'insistance avec laquelle le président communiste de Moldavie a défendu la neutralité permanente de la République à partir de 2004, sans connaître la dynamique de la géopolitique régionale et les rapports de forces entre la Russie et la communauté euro-atlantique. Or, c'est justement là que repose la clé de tous les schémas stratégiques proposés par Vladimir Voronin.

## **La République de Moldavie, à la frontière orientale de l'UE et de l'OTAN**

La période 2004-2008 est un intervalle pendant lequel l'architecture européenne a enregistré d'importants bouleversements à la suite de l'élargissement de l'UE et de l'OTAN vers l'Europe de l'Est. L'adhésion de la Roumanie à l'OTAN en 2004, suivie par son intégration au sein de l'UE en 2007, a déplacé la frontière des organisations occidentales sur la rivière Prout et a consacré la République de Moldavie comme le voisin direct de l'ensemble géopolitique et géostratégique euro-atlantique. Ces changements ont été précédés par les événements qui se sont déroulés dans sa partie orientale avec la « Révolution des Roses » en Géorgie (2003) et la « Révolution Orange » de 2004, qui ont conduit à la substitution de l'ex-nomenclature communiste russophile par une génération soutenue par les États-Unis.

Dans ce nouveau contexte régional, la Moldavie est devenue une sorte d' « île rouge dans une mer orange » et la défense de la neutralité s'est alors justifiée par la crainte ressentie, à l'échelle nationale, par les autorités communistes de Chisinau et à une plus grande échelle (régionale) par la Fédération russe. S'ajoute à cela l'absence de résultats positifs sur le plan socio-économique dans un pays qui se vide de sa population <sup>8</sup>. Le dirigeant du Parti Communiste a alors tenté, par la réaffirmation de la neutralité de la Moldavie, d'obtenir la coopération de la

---

5 Igor Botan, « Pactul de Stabilitate si securitate pentru Republica Moldova », 18.11.2004, <http://www.e-democracy.md/comments/politicql/200411182>.

6 Proiectul Conceptiei de Securitate nationala a Republicii Moldova, 2008.

7 Vladimir Voronin in George Damian, « Planul lui Voronin », *Ziua*, nr.4181, 12.03.2008.

8 Selon l'Organisation Internationale de Travail, un citoyen moldave est rémunéré à l'étranger avec 800 dollars par mois ce qui par rapport au salaire mensuel de presque 120 dollars en Moldavie est considérable. C'est pourquoi environ 20% de la population active du pays, officiellement presque 300.000 personnes travaillent à l'étranger andis qu'en réalité les chiffres atteignent 1 millions de citoyens moldaves. *The Economist* de 23.10. 2007 annonçait que la République de Moldavie est leader européen en ce qui concerne les transferts de l'argent de l'étranger au pays, constituant environ la moitié du PIB, [http://vpopovici.blogspot.com/2007\\_09\\_01\\_archive.html](http://vpopovici.blogspot.com/2007_09_01_archive.html)

Fédération russe pour solutionner le dossier transnistrien : celle-ci avait été promise à la population de Moldavie au lors des élections de 2001 et 2005. De cette manière, le président a fait adopter la « nouvelle Conception de la Sécurité nationale » le 8 mai 2008 par laquelle il « a mis en gage la République de Moldavie pour garantir à la Russie le blocage du processus d'élargissement de l'OTAN vers l'Est »<sup>9</sup>. Il répond ainsi favorablement aux nouveaux projets géostratégiques russes concernant l'espace post-soviétique.

Dans le contexte de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est et avec la cour faite à la Géorgie et l'Ukraine par l'Alliance Nord-Atlantique, la Russie a préparé un « nouveau schéma de solution des conflits générés par les territoires séparatistes »<sup>10</sup> dans l'espace post-soviétique afin d'assurer son contrôle sur les Etats concernés et de stopper l'avancement de l'OTAN. Or, selon le président russe, Dimitri Medvedev, « aucun État ne peut être satisfait d'avoir des membres d'un bloc militaire, auquel il n'appartient pas, aussi proche de ses frontières (...) ce qui est extrêmement troublant pour la structure actuelle de la sécurité européenne (...) »<sup>11</sup> C'est pourquoi la Fédération russe s'est trouvée prête « à vendre » la réintégration territoriale à la Géorgie et à la République de Moldavie au prix de l'adoption par ces pays du principe du fédéralisme sur le plan interne et sur le plan externe, de l'affirmation de leur neutralité permanente. Mais le refus des autorités de Tbilissi d'accepter cette solution a conduit à la confrontation militaire ouverte d'août 2008 qui a opposé les forces géorgiennes aux forces russes. Bien que la Russie ait justifié son intervention par la nécessité de protéger les citoyens russes de l'Ossétie de Sud, il est évident que la raison profonde de cette confrontation est le rapprochement de la Géorgie de l'OTAN.

L'intervention de la Russie peut être considérée comme une leçon donnée aux républiques ex-soviétiques *récalcitrantes* qui mènent une politique susceptible de nuire à ses intérêts au niveau régional et global. En revanche , dans le cas des républiques plus *conciliantes*, la Russie annonce d'autres actions dans le but de prouver ses qualités d'acteur responsable et capable de solutionner les conflits gelés de son étranger proche d'une autre manière que la confrontation militaire.

Dans cette situation, la région de Transnistrie confirme à nouveau son importance stratégique pour la Russie car elle s'affirme comme la deuxième *leçon* que la Russie veut donner. C'est de la *leçon* de la Russie *pacifiste*. En réalité, son *pacifisme* vis-à-vis de République de Moldavie s'explique par ses conditions qui y sont plus favorables qu'en Géorgie. A la différence du président pro-occidental de la Géorgie, le président communiste de la République de Moldavie, Vladimir Voronin a toujours prôné un partenariat stratégique avec la Russie, en lui reconnaissant le rôle de principal médiateur dans le conflit avec la Transnistrie. Preuve en est la visite du président moldave rendue au président russe le 25 août à Sochi deux mois seulement après leur dernière rencontre. Il est évident que la situation géorgienne a précipité cette rencontre dont le sujet était la solution du dossier transnistrien, comme l'a reconnu le président moldave.<sup>12</sup>

## La Transnistrie et la Russie. Hier et aujourd'hui

Au début des années 1990, la Transnistrie, tout comme les régions sécessionnistes du Nagorno-Karabakh en

---

9 Petru Bogatu, « Analisti rusi:Voronin da Republica Moldova Rusiei », 13.03.2008, <http://www.ziare.com>.

10 Marie Jégo, « Moscou applique une nouvelle stratégie contre l'OTAN », *Le Monde*, 14.03.2008.

11 D.Medvedev in « Moscou mécontent de l'extension de l'OTAN à des anciennes républiques soviétiques », *Le Monde*, 25.03.2008.

12 « Moldovan president meets his Russian counterpart in Sochi », 25.09.2008, <http://www.europa.md/eng/info/4145>.

Azerbaïdjan, d'Ossétie de Sud, d'Adjarie et d'Abkhazie en Géorgie, est devenue l'un des points névralgiques de l'espace post-soviétique. La région de la Transnistrie a toujours constitué une zone de démarcation entre l'espace oriental et occidental. Géographiquement le Dniestr marque la fin des steppes asiatiques tandis que sur le plan géostratégique, il sert de « thermomètre » au pouvoir vis-à-vis du sud-est européen. Si vers le sud, le contrôle de la ligne du Dniestr équivaut à la possession d'une voie d'accès à la mer Noire, vers l'est ce contrôle autorise l'entrée à l'un des deux espaces slavo-oriental et roumaino-occidental. Historiquement, la frontière politique entre les Slaves et l'espace occidental a connu une oscillation permanente entre les fleuves Dniestr et Prout, mais finalement la frontière stratégique s'est maintenue sur le Dniestr.

Pour tous les régimes politiques russes, l'Empire tsariste, l'Union Soviétique ou la Russie post-soviétique, la région de Transnistrie a représenté une tête de pont stratégique conditionnant l'accès aux Balkans, au delta du Danube, à la Mer Noire et aux Détroits. C'est en 1792 que la Tsarine Catherine II a fondé la ville de Tiraspol dans la région de Transnistrie en vue « d'y installer une base militaire d'expansion vers le sud de l'Europe »<sup>13</sup> et de la transformer en avant-poste des intérêts géopolitiques de la Russie au cœur des Balkans. Ses plans ont été réalisés durant la période soviétique, lorsque Moscou a créé le district militaire d'Odessa, à 100 km de Tiraspol, en République Socialiste Soviétique d'Ukraine, qui était alors « le plus puissant district militaire et le mieux préparé pour contrecarrer les forces de l'OTAN du sud-est de l'Europe et de la Méditerranéenne »<sup>14</sup>. Cette région a aussi été choisie pour le déploiement de la 14<sup>ème</sup> Armée soviétique, troupe d'élite dont le potentiel militaire comprenait « des moyens de communication, de surveillance et d'interception sophistiqués en charge de l'écoute et de l'espionnage des communications du secteur sud de l'OTAN »<sup>15</sup>. De cette manière, elle couvrait le flanc sud-est de l'Union Soviétique et avait comme mission de percer en cas « d'agression occidentale » dans les Balkans et la Turquie. Après l'implosion de l'URSS et la proclamation de l'indépendance de l'Ukraine en 1991, le commandement de la 14<sup>e</sup> Armée a été transféré à Tiraspol, en accomplissant le plan stratégique de Catherine II qui « avait décidé de faire il y a deux siècles un avant-poste militaire de la puissance russe en Transnistrie ».<sup>16</sup>

A présent plus que jamais, Tiraspol a une signification stratégique cruciale : c'est le seul pont de tête russe de l'Europe de Sud-Est en l'absence duquel l'armée russe risque de devenir « asiatique », et de ne plus pouvoir assumer de rôle militaire en Europe. Commencée au Tadjikistan, la ligne stratégique russe présente une continuité eurasiatique du fait de son passage par le Kirghizstan, l'Arménie, la Géorgie, la Biélorussie d'où elle remonte au Nord vers l'enclave de Kaliningrad et au sud descend vers l'enclave de Transnistrie. C'est pourquoi, malgré ses engagements au sommet de l'OSCE d'Istanbul de 1999 concernant le retrait de ses troupes militaires de la région moldave de Transnistrie avant décembre 2002, la Russie est restée militairement sur place.

La question du séparatisme transnistrien, souvent présentée comme un problème interne de la République de Moldavie, est en réalité un problème de géopolitique externe. Elle l'est désormais d'autant plus le cas que la Transnistrie est également située à la frontière occidentale de l'Ukraine, et complète ainsi la ceinture des régions russophones et russophiles qui entourent la région, appelée « le cœur nationaliste ukrainien », le bassin de Donetsk et la Crimée. De cette manière, dans les conditions d'une éventuelle « euro-atlantisation » de l'Ukraine, la Transnistrie se trouverait en position d'enclave, comparable à Kaliningrad, entre la République de Moldavie et l'Ukraine.

Cette perspective explique la position de plus en plus rigide de la Russie concernant son retrait militaire de la région du Dniestr. Les cercles politiques séparatistes transnistriens évoquent d'ailleurs aisément la « mission historique » de la

---

13 François Desprès, *L'espace roumain. Limites et affrontements. Le cas Moldave*, Thèse pour l'obtention du Doctorat de Géographie, vol.I, Université Paris 8, Paris, 2000.

14 idem

15 idem

16 idem

Transnistrie de résister à l'expansion occidentale et de préserver les intérêts russes sur l'axe des Balkans.

### **Sécurité ou géostratégie internationale ? L'OTAN, l'UE et la République de Moldavie.**

La première justification de l'intérêt de la communauté euro-atlantique pour la Transnistrie est de type sécuritaire, car cette bande de terre représente une source de menaces non-traditionnelles telles que le trafic illicite des personnes et d'armement, le blanchiment de l'argent, etc., tout en étant un réel paradis pour l'émergence et l'épanouissement d'une importante économie souterraine. Ce territoire échappe en effet au contrôle du droit international, étant non reconnu. C'est la raison pour laquelle les premières initiatives de l'UE dans cette région ont abouti à la mise en place d'une Mission d'Assistance Frontalière (EUBAM) dont l'objectif était d'assurer le contrôle de cette frontière si perméable située à proximité du port ukrainien d'Odessa sur la Mer Noire. Ensuite, il s'agit de l'intérêt stratégique de la communauté euro-atlantique vis-à-vis de la Transnistrie et implicitement, du territoire de la République de Moldavie. En 1997 une structure régionale a été mise en place avec soutien américain, appelée GUAM (initiales des pays membres, la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Moldavie) réunissant des républiques ex-soviétiques situées dans le périmètre de la Mer Noire, touchées par des conflits internes instrumentalisés par la Russie comme celui de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud en Géorgie, de la Crimée en Ukraine, de Nagorno-Karabakh en Azerbaïdjan et de la Transnistrie en Moldavie. L'enjeu était important pour l'OTAN et l'UE : la Mer Noire représente une voie maritime cruciale vers l'Europe pour l'acheminement du pétrole et du gaz de l'Asie Centrale, en évitant le territoire de la Russie.

Cependant, présenter la compétition géopolitique autour de la Mer Noire comme une rivalité duale, entre la Russie et l'Occident serait une erreur car on peut remarquer qu'au sein du « camp occidental » il y a des différences entre l'approche régionale de l'UE et celle des États-Unis. Désormais il y a deux organisations au sein du groupe GUAM, développées sous la tutelle américaine hors de l'influence européenne. D'une part, l'Organisation GUAM pour la démocratie et le développement économique qui symbolise la construction américaine de 1997 (GUUAM). Son nom a été changé en 2006 sur décision des présidents pro-occidentaux, l'ukrainien, Victor Iouchtchenko et le géorgien, Mikhaïl Saakachvili. D'autre part, la Communauté du Choix Démocratique constituée en 2005 par l'UE qui a ajouté au groupe initial de GUAM ses nouveaux membres de 2004 et 2007. Bien que les deux organisations aient pour objectif commun de créer un espace de sécurité aux frontières de la communauté euro-atlantique par la voie de la démocratie, l'intention de doter l'Organisation GUAM pour la démocratie et le développement économique d'une « unité commune de maintien de la paix »<sup>17</sup> souligne la différence entre les deux structures régionales. Il semble que pour les représentants de l'UE, "la Communauté du Choix Démocratique" soit un moyen de propager les valeurs démocratiques et se fonde sur le postulat que la démocratie améliore la sécurité. Pour les États-Unis, l'Organisation GUAM pour la démocratie et le développement économique apparaît plutôt comme un instrument utilisé dans un contexte de rivalité de pouvoirs avec la Russie : son objectif est « d'évacuer la Russie de Caucase et de l'Europe de Sud et de créer un « cordon sanitaire » dans le but d'isoler la Russie de l'Europe et de Transcaucasie ».<sup>18</sup>

Cette différence au sein de l'ensemble occidental, pourtant constamment perçue, à l'est, comme monolithique, a été mise en lumière par le Sommet de l'OTAN d'avril 2008 où les pays européens membres de l'OTAN ont rejeté la

---

17 Annonce du Ministère de Défense de l'Ukraine in « Ukraine suggests setting up GUUAM peacekeeping unit », *TodayAz*, 31.03.2006, <http://today.az/news/politics/26721.html>.

18 « Axis of evil shaping against Moscow », *Kommersant*, 03.03.2005, <http://www.kommerant.com>.

proposition américaine concernant l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN, en motivant leur décision par la situation conflictuelle interne de ces pays. Ceci semble démontrer que les pays européens sont surtout préoccupés par les problèmes de sécurités liés aux situations internes des États considérés là où les États-Unis seraient plutôt préoccupés par le fait de réduire l'influence russe. Par la conquête des 4 cercles concentriques de l'espace post-soviétique, sud-est européen, baltique, caspien et central-asiatique, les États-Unis aimeraient s'assurer le contrôle sur les trois mers pivots, la mer Baltique, la mer Noire et la mer Caspienne.

Cependant on peut remarquer un élément atypique dans cette équation géopolitique régionale concernant le cas de la République de Moldavie. D'une part, elle se présente comme un État qui, contrairement à l'Ukraine et à la Géorgie, ne réclame pas son adhésion à l'Alliance Nord-Atlantique mais dont le gouvernement tient, on l'a dit, un discours de neutralité. D'autre part, le président Vladimir Voronin affirme sans cesse « qu'il n'y a aucune chance que la République de Moldavie devienne un jour membre OTAN » bien qu'aucune voix officielle de l'OTAN n'ait mentionné ou même suggéré une telle possibilité. Par ailleurs, comment expliquer le « silence » des États membres de l'Alliance Nord-atlantique concernant l'éventualité de l'adhésion de la République de Moldavie à son ensemble géostratégique? Enfin, pourquoi la Géorgie confrontée à deux régions sécessionnistes de plus en plus encombrantes et désormais reconnues comme indépendantes par la Russie voit-elle sa candidature soutenue avec insistance par quelques membres de l'OTAN avec les États-Unis en tête, tandis que la République de Moldavie qui présente des données similaires (le conflit interne de Transnistrie) ou même plus favorables à son « euro-atlantisisme » (la proximité géo-culturelle de la Roumanie et la position plus malléable de la population) ne figure pas parmi les calculs de l'OTAN?

Trois scénarios peuvent expliquer l'attitude de l'OTAN :

- soit l'intégration euro-atlantique éventuelle de l'Ukraine entraînerait un phénomène d'engrenage vers la République de Moldavie;
- soit la Moldavie est perçue, dans l'OTAN, comme un territoire qui pourrait devenir une zone tampon entre l'espace occidental-roumain et oriental-russe en cas d'échec, probable, de l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN;
- soit troisième hypothèse et possibilité faible mais envisageable, l'éventualité d'une union avec la Roumanie qui conduirait automatiquement à l'intégration euro-atlantique de la République de Moldavie.

Il reste à voir lequel de ces trois scénarios est le plus probable dans le cas moldave.